

L'agenda autoritaire de Trump peut être exacerbé par la « crise coréenne »

mercredi 16 août 2017, par [SHEPPARD Barry](#) (Date de rédaction antérieure : 9 août 2017).

La menace du Président Trump de déclencher une guerre nucléaire contre la Corée du Nord n'était pas un « excès » trumpien. James Mattis, le nouveau Secrétaire à la Défense, un Général des Marines à la retraite, a apporté très clairement son soutien aux propos de Trump. Ce que l'administration demande, c'est que la Corée du Nord gèle son programme nucléaire, y compris les tests de missiles.

Quand le Secrétaire d'Etat Rex Tillerson met l'accent sur la diplomatie, cela ne contredit en rien la position de Mattis et de Trump. Ce que Tillerson exprime au travers de la « diplomatie », c'est la même exigence de gel de son programme par la Corée du Nord, et cela en échange de rien du tout de la part des Etats-Unis.

Pyongyang ne peut pas accéder à cette demande, sachant que l'acceptation d'un tel gel constituerait un premier pas vers la renonciation complète à son programme nucléaire. Si cela se produisait, Trump envahirait le pays, et mettrait ainsi fin à la Guerre de Corée en renversant le Nord. Cela menacerait directement la Chine.

La situation est devenue très dangereuse

Cette crise soutient la prétention de Trump selon laquelle les Etats-Unis auraient besoin d'un régime autoritaire dirigé par lui.

Pour mieux comprendre comment on en est arrivé à cette situation, il est utile de jeter un regard sur la trajectoire de Trump.

- Donald Trump a été président pendant un peu plus de six mois. Au cours de cette période, outre le fait de mettre le doigt sur ses mensonges, ses changements de position abrupts, ses commentaires racistes et sexistes, etc., les médias de l'establishment se sont plaints du fait qu'il n'ait pas agi de façon « présidentielle » en refusant notamment d'apporter satisfaction aux personnalités de l'*establishment* politique non seulement des Démocrates, mais de plus en plus des Républicains également.

On a pu lire dans une tribune libre parue dans le *New York Times* : « Dans la Maison-Blanche de Donald Trump, Reince Priebus et Sean Spicer étaient plus que secrétaire général et directeur de la communication. Ils étaient le lien du président avec l'establishment de Washington : les donateurs, flambeurs et apparatchiks des deux partis dont beaucoup de supporters de Trump voudraient voir cesser l'influence sur la politique et l'économie.

« En licenciant Messieurs Priebus et Spicer..., le Président Trump a envoyé un message : après avoir essayé pendant six mois de se comporter comme un président républicain conventionnel, il est fini. Ses opposants n'incluent maintenant plus seulement les Démocrates, mais les élites des deux partis. »

Au tout début de son mandat, Trump a licencié le Directeur du FBI, James Comey, un républicain qui

lorsqu'il était dans l'administration Bush soutenait le recours à la torture (y compris le « waterboarding », le simulacre de noyade) et d'autres mesures réactionnaires que Trump soutient. Il n'a donc pas été renvoyé pour ses positions politiques, mais pour sa déloyauté à l'égard de Trump.

Pendant la campagne pour les élections présidentielles de 2016, J.B.Comey a pris l'initiative, inhabituelle pour un directeur du FBI, d'intervenir dans l'élection en ouvrant des enquêtes publiques sur les deux candidats du « mainstream », Hilary Clinton et Donald Trump. Il voulait apparemment être dans la position de pouvoir disposer de quelque ressource contre le gagnant, quel qu'il soit, comme l'avait fait avant lui le célèbre chasseur de sorcières et ancien directeur du FBI J.Edgar Hoover [1]

Une semaine avant l'élection, Comey avait dit publiquement que l'enquête sur Clinton était encore ouverte. Après l'élection, Clinton a soutenu qu'elle avait perdu à cause des Russes et de Comey. Lorsque Trump a prêté serment, Comey a laissé tomber ses menaces contre Clinton et a continué son enquête sur la prétendue collusion entre Trump et la Russie visant à influencer sur l'élection américaine. Soudain, Clinton et les Démocrates se mettaient à chanter les louanges de Comey. Quant à Trump, il lui a dit : « Vous êtes viré » (selon son expression favorite dans son programme de télé-réalité intitulé *The Apprentice*), cela pour n'avoir pas laissé tomber l'enquête.

Trump a récemment humilié publiquement Jeff Sessions, son Ministre de la Justice, pour s'être retiré lui-même de l'enquête - une déloyauté évidente. Depuis lors, Sessions est suspendu à un fil, faisant de son mieux pour devancer tous les désirs de Trump, en mettant en place ses politiques sur l'immigration ou en promettant de mettre en prison ceux qui feraient fuir quoi que ce soit sur les machinations secrètes de Trump.

Quand les Républicains ont été incapables de supprimer l'Obamacare à cause de leurs batailles internes, Trump en a fait le reproche au Congrès (où les Républicains sont majoritaires). Et maintenant, il continue de leur demander de poursuivre sans relâche leurs tentatives de supprimer cet Obamacare (un projet dont il sait pourtant qu'il est mort dans l'oeuf), de manière qu'il puisse continuer à les humilier sur leur incapacité à faire le boulot.

Avec 35 à 40% d'opinions favorables, les taux d'approbation de Trump sont bas en comparaison avec d'autres présidents à ce stade de leur mandat. Mais les taux d'approbation de Hilary Clinton sont même plus bas, et ceux du Congrès, à un seul chiffre (9%), pire encore. Le fait de blâmer ce Congrès dysfonctionnel qui ne fiche rien ne réduit pourtant pas sa popularité.

- En dépit de tout cela, Trump opère une fuite en avant. Alors que des cours de justice ont bloqué ses interdictions radicales faites aux Musulmans, son Agence fédérale de police aux frontières des États-Unis (ICE - Immigration and Customs Enforcement) ne cesse de recourir au droit de veto pour accomplir presque tout ce qu'il veut. L'ICE a ainsi été plus ou moins sommée de s'engager dans de brutales déportations de Latinos [2], en s'appuyant sur les orientations plus tranquilles, mais non moins massives, d'Obama, le « déporteur en chef » jusqu'à l'arrivée de Trump.

Celui-ci a eu recours à des « *executive orders* » (« ordres exécutifs », un outil pour renforcer l'exécutif aux dépens du législatif qui a été construit peu à peu durant des décennies) afin de donner le feu vert aux géants des énergies fossiles, alors que son Agence sur la protection de l'environnement est en train d'être démantelée sous le leadership d'un climato-sceptique.

Un projet visant à supprimer le droit de vote de certains électeurs dans des Etats contrôlés depuis peu par les Républicains a été boosté par les efforts de Trump pour « enquêter » sur la manière dont « trois millions de travailleurs sans-papiers » ont pu voter en novembre dernier, ce qui « explique » sa perte du vote populaire.

Depuis le jardin d'enfants jusqu'à la Highschool, toute l'école publique a été soumise aux attaques aussi bien des Démocrates que des Républicains, avec des coupes budgétaires progressives, des attaques contre les syndicats d'enseignants, etc. Celle qui est à la tête du Département de l'éducation, la milliardaire Betsy DeVos, poursuit l'attaque. Elle est bien connue pour ses tentatives de détourner en direction des écoles privées (religieuses en particulier) les fonds alloués aux écoles publiques.

Le refus de Trump de se comporter « de manière présidentielle » et d'arrêter ses incessants tweets qui attaquent les médias, l'establishment et toute personne de son administration qui n'est pas 100% personnellement loyale à lui, laisse parfois beaucoup de têtes pensantes des médias et de progressistes. Certains ont exprimé l'espoir que celui qui allait remplacer Priebus à la tête de son équipe à la Maison-Blanche, le General John Kelly, allait apprivoiser Trump.

Le General Kelly était auparavant (déjà sous Trump) le chef du Département de la Sécurité Intérieure, celui qui surveille l'ICE et l'action déchaînée de l'agence non seulement contre les Latinos sans papiers, mais également contre la communauté latino dans son ensemble. Ce fait devrait suffire à calmer les ardeurs des progressistes ; mais l'espoir est éternel dans la poitrine de ceux qui croient naïvement à un capitalisme progressiste.

Il est juste risible de croire que tout en amenant au sein de la Maison-Blanche de la discipline militaire à l'équipe des conseillers qui ne travaillent que pour leurs intérêts et l'obtention de faveurs, Kelly pourra également discipliner Trump. Tout mouvement de sa part pouvant être perçu comme un manque de loyauté à l'égard du Commandant en chef fera tomber sur sa tête le fameux « you're fired ! ».

Ce que Trump est en train de faire n'est ni fou ni stupide de sa part, mais froidement calculé. Chaque tweet, chaque acte est utilisé pour consolider sa base ultra [\[3\]](#).

Trump, aussi bien que Sanders, savait que le 80% de la population qui avait vu ses revenus stagner ou chuter depuis 2005 (selon le *Financial Times*) et dont la situation globale avait fortement empiré depuis le krach financier, la grande récession et ses conséquences, n'en pouvait plus de l'establishment.

Sanders a alors proposé ses réformes pro-travailleurs alors que Trump a pris le chemin opposé. Le Parti démocrate a fracassé Sanders tandis que Trump a fracassé l'establishment républicain, une tâche à laquelle il est à nouveau en train de se consacrer avec délice.

La réponse de Trump était de faire appel au racisme blanc, et de faire des immigrants, des étrangers, des Noirs et des non-Blancs les responsables des souffrances des Blancs faisant partie de ces 80%. Il a gagné à lui les racistes les plus durs de toutes les classes et ceux-ci lui sont devenus indéfectiblement loyaux. Ce groupe est plus petit que la majorité de Blancs qui a voté pour lui, mais il est significatif, et se chiffre à 10 millions de personnes environ. Ces gens ont été vus dans ses meetings, se réjouissant, par exemple, lorsque des manifestants noirs se sont fait malmener.

Ce groupe applaudit et n'est pas consterné par les attaques constantes de Trump contre les médias et le reste de l'establishment.

Il s'est adressé aux travailleurs blancs et aux petits entrepreneurs de manière démagogique, au travers de son nationalisme économique (« America first ») qui s'emboîte parfaitement avec son nationalisme blanc.

En dépit de ou plutôt à cause de sa belligérance contre l'establishment, cet appel reste fort parmi ceux qui ont voté pour lui. Bien que les sondages doivent être pris avec des pincettes, ceux-ci

indiquent qu'à peu près 90% de ceux qui ont voté pour Trump disent qu'ils le referaient. Parmi les Républicains, il reste très fortement soutenu.

Au Congrès, l'establishment a marqué une victoire sur Trump. Ce fut le vote bipartisan « de guingois » pour imposer de nouvelles sanctions contre la Russie, soi-disant pour son « ingérence » dans les élections américaines. Trump, qui veut de meilleures relations avec la Russie, n'a pas aimé cette loi. Une clause disant qu'il ne pouvait changer ces sanctions ni d'autres l'a particulièrement fâché, puisque cela constitue, selon lui, un empiètement sur ses pouvoirs présidentiels contraires à la Constitution

- L'Allemagne s'est alors opposée avec véhémence à une partie des sanctions proposées, parce que celles-ci auraient mis fin à ses projets de transport de gaz naturel de la Russie vers l'Allemagne. L'organe de direction de l'Union européenne (contrôlé par l'Allemagne) a même menacé d'exercer des représailles au cas où ces sanctions devaient être appliquées. La loi a été réécrite afin d'en retirer toute idée de sanction contre des entreprises américaines faisant du commerce avec la Russie sur l'énergie. Cela s'étendait probablement aussi aux compagnies allemandes, ou peut-être que Trump leur a donné des assurances dans les coulisses... Comment Trump va appliquer ces sanctions, et même s'il va le faire, rien n'est clair.

Suite à la signature de cette loi par Trump, le gouvernement russe l'a piqué au vif, l'accusant d'avoir ignominieusement capitulé devant l'« establishment » et d'être faible.

Dans sa campagne électorale, à côté de ses propositions blanches et économiquement nationalistes, Trump s'est présenté lui-même comme un homme fort qui pourrait répondre au désarroi régnant dans l'establishment politique. Les deux partis sont traversés par des contradictions internes profondes et aucun des deux n'est venu avec des propositions réalistes sur la manière de répondre à la souffrance des 80% de gens déjà mentionnés. Trump, par ses « solutions » démagogiques, a promis qu'il pourrait leur apporter des solutions et qu'il fallait juste lui faire confiance.

Il a dit qu'il prendrait personnellement en charge le gouvernement et qu'il indiquerait le chemin pour sortir du « marais » dans lequel l'establishment avait mis le pays, en d'autres termes, une présidence autoritaire menée par un homme fort, avec l'appui de la démocratie bourgeoise et d'un Congrès apprivoisés et le soutenant.

Il aura encore à lutter avant d'avoir atteint son but. Toutes les enquêtes sur ses connexions russes et ses finances constituent le meilleur espoir qu'à l'actuel l'establishment de l'arrêter.

En se concentrant maintenant sur le renforcement de sa base, Trump est en train de préparer ses troupes pour les batailles sur toute la ligne. Il n'en est encore qu'à la première année de son mandat, le début de sa dérive autoritaire.

Une partie de son travail de renforcement de sa base se fait en courtisant des groupes de l'aile droite à l'extérieur du Congrès. Il roucoule avec Sean Hannity de Fox News et les leaders de groupes tels que le Heritage Fund et le Family Research Council, dont la tête, Tony Perkins [qui a été membre de la Chambre des représentants de Louisiane ; Perkins accuse les homosexuels d'être à l'origine des catastrophes naturelles dans la mesure où il s'agit, là, d'une punition divine] était derrière la décision récente de Trump de ne plus autoriser les personnes transgenres à faire partie de l'armée.

Trump et certains membres de son administration ont mis à profit ces six premiers mois pour solidifier le soutien de ces groupes et d'autres appartenant également au mouvement conservateur, « des membres tout simples du Tea Party, des opposants à l'avortement, des chrétiens évangéliques

et d'autres votants culturellement traditionnels, » selon les mots d'un article paru dans le *New York Times* au sujet de la « façon chaleureuse » qu'a Trump d'« êtreindre le droit ».

Trump a fait un nouveau pas dans la voie anti-immigrants avec sa nouvelle politique consistant à restreindre légalement l'immigration en la limitant aux demandeurs qui parlent déjà couramment l'anglais, ont des diplômes scolaires, ont déjà des offres d'emploi pour des jobs très bien payés, etc.

Quand Stephen Miller [ancien responsable de la communication de l'alors sénateur de l'Alabama, Jeff Sessions], l'un des conseillers politiques de Trump, a donné une conférence de presse où il a défendu les nouvelles restrictions, un reporter a relevé que celles-ci étaient injustes. Miller lui est alors tombé dessus, l'accusant d'avoir révélé son « biais cosmopolite ». Le mot « cosmopolite » a longtemps été une sorte de mot codé [en angl. « *dog-whistle* »] pour signifier « juif », et est utilisé par l'Alt-right [la droite extrême américaine], là où l'antisémitisme coule avec force.

Un autre groupe pour lequel Trump est aux petits soins est la police. Lors d'une récente cérémonie de police, il a encouragé les flics à brutaliser les suspects et à ne pas se faire trop de souci pour leurs droits, à la grande joie des personnes présentes. Les chefs de police se sont ensuite désolidarisés de ses remarques, mais pas les leaders des sociétés « bénévoles » de police.

Il est en train de s'adresser aux officiers de l'Armée et de la Marine en nommant des généraux et des amiraux à des hauts postes dans l'administration. Il a également laissé le champ libre aux généraux pour décider de la politique militaire dans les guerres de Washington au Moyen-Orient et ailleurs. Le soutien d'au moins une fraction majeure des forces armées serait nécessaire à Trump pour opérer un réel basculement vers l'établissement de la présidence autoritaire à laquelle il aspire.

La plupart des leaders des groupes socialistes aux EU ne considèrent pas comme un danger le fait que Trump puisse établir un régime autoritaire. En contraste avec eux, l'activiste et écrivaine Naomi Klein, qui est loin d'être une marxiste, est sensible à cette possibilité. Dans une récente interview dans *Democracy Now !*, elle a exprimé sa préoccupation : dans l'hypothèse d'un choc majeur, comme une attaque terroriste à l'échelle de ce que l'on a vu en Angleterre ou en France l'année passée, une crise/crash économique ou un événement comparable, Trump pourrait déclarer l'Etat d'urgence et cela pourrait déboucher sur un régime autoritaire.

Une intensification de la crise en Corée pourrait être l'un de ces événements. Il n'y a rien de mieux qu'une menace de guerre pour rallier la population autour d'un drapeau et d'un leader.

Un autre aspect de la situation présente et future du régime Trump est l'attitude de secteurs décisifs de la classe dirigeante capitaliste. Il est important de garder à l'esprit que lorsque nous parlons de « l'establishment », nous ne faisons pas allusion aux sommets de la classe capitaliste.

Trump, lui-même milliardaire, ne fait pas partie de ce gotha, dominé par de grandes familles des classes dirigeantes, avec leurs richesses réparties entre les membres de la famille, et dissimulées, plus ou moins, dans des fondations [pour jouir de mesures de défiscalisation] ou dispersées dans d'autres structures [telles que les fonds d'investissement, les family trust fund-fiducie familiale], etc. Mais il ne s'y oppose pas et ne les considère pas comme membre de l'establishment politique.

Mais il les invite à le soutenir, et confirme cette option en nommant des multi-millionnaires et milliardaires dans son administration, ainsi que des généraux.

A l'heure actuelle, les grands capitalistes aiment ce qu'ils voient dans cette administration, et cela se reflète dans la hausse des indices boursiers (qui ne sont pas corrélés aux facteurs économiques plus fondamentaux ; des flexions à la baisse peuvent se traduire suite à des tensions géopolitiques non

intégrées aux attentes des « marchés »). Ils aiment la déréglementation de Trump et d'autres politiques favorables au dit monde des affaires. Ils souhaitent que davantage de promesses se concrétisent, tel un grand programme d'infrastructures [avec un financement favorable à leurs intérêts, en plus des effets multiplicateurs de l'investissement] et une contre-réforme fiscale leur convenant. Ils savent que la pierre d'achoppement est en fait l'establishment politique à Washington qui ne peut s'entendre sur la question de savoir si ou comment faire tout cela.

Si les grands capitalistes concluent que Trump est un obstacle à l'avenir, ils vont lui couper les ailes. Ou, s'ils ressentent une impatience face aux hésitations à Washington, ils pourraient apporter leur soutien à une présidence autoritaire à la Trump, ou à celle d'une autre figure, pour assurer la stabilité.

Barry Sheppard

P.-S.

* Traduction et notes de A l'Encontre :

<http://alencontre.org/ameriques/americonord/usa/lagenda-autoritaire-de-trump-peut-etre-exacerbe-par-la-crise-coreenne.html>

Original anglais disponible sur ESSF.

Notes

[1] En 1924, J.B Hoover prend la direction d'un nouveau service du ministère de la Justice, à Washington : le Bureau of Investigation. Le service, va prendre en 1935 son nom actuel : Federal Bureau of Investigation (FBI) qui n'a cessé depuis lors de se développer. Hoover sera à la tête de cette institution durant une période couvrant le mandat de huit présidents, de Coolidge à Nixon. Il décède, encore en poste, en 1972.

[2] « L'administration Trump a donné toute latitude à la police de l'immigration pour multiplier les reconduites à la frontière. Les arrestations visent de plus en plus les clandestins sans passé criminel. » (*Le Monde* en date du 10 juin 2017)

[3] Déjà le 8 juillet 2017, Slate.com indiquait : « Quand 50 membres des Loyal White Knight du Klux Klux Klan se sont rassemblés à Charlottesville pour protester contre la décision d'enlever de Justice Park la statue du général confédéré Robert Lee, ils ont trouvé face à eux plus de 1000 contre-manifestants qui avaient encerclé le parc de Charlottesville et scandaient des slogans hostiles au groupe suprématiste. » L'enlèvement de la statue est un sujet polémique à Charlottesville rappelle le New York Times du 8 juillet. Le conseil municipal a voté (de peu) sa vente en avril, mais un mois plus tard, un juge a prononcé une décision de justice empêchant cet enlèvement pour six mois après que plusieurs personnes ont porté plainte contre la ville. « Des manifestants menés par Richard Spencer, un suprématiste blanc connu, ont déjà manifesté en mai pour protester contre le projet de la ville d'enlever la statue. M. Spencer a posté des photos et des vidéos du rassemblement qui montrent des manifestants avec des drapeaux confédérés et une banderole où il est écrit "Nous ne serons pas remplacés". » Ils assurent qu'ils veulent protéger leur héritage culturel, alors que les contre-manifestants expliquent qu'il est important

de « confronter le Klan parce que les ignorer pourrait permettre à de telles opinions de proliférer ». Spencer a annoncé, alors, un nouveau rassemblement des partisans du « White Power » pour le 12 août. Or, ce samedi 12 août, des partisans de l'extrême-droite raciste blanche se sont heurtés à des contre-manifestants. Une voiture a délibérément foncé sur cette foule d'opposants à cette droite suprémaciste, tuant une jeune femme de 32 ans tuée et blessant une vingtaine d'autres personnes. L'assassin se nomme James Alex Fields Jr., et est âgé de 20 ans ! Trump a condamné ces « violences », sans se prononcer sur la responsabilité de « l'un ou l'autre camp », ou, plus exactement, en noyant sous le terme générique de « violence » la provocation de ceux qui se réclament directement de la politique esclavagiste, symbolisée par le général Lee.

Marie-Cécile Naves, chercheuses à l'Institut de relations internationales et stratégiques, auteur du Nouveau visage des droites américaines (Editions FYP, 172 p.) paru en mars 2015 explique : « Donald Trump prend beaucoup de précautions pour ne pas critiquer l'extrême-droite raciste et nationaliste-suprémaciste puisqu'il y avait hier [à Charlottesville] des néonazis, des Ku Klux Klan parce qu'il a besoin de cette frange ultra-minoritaire dans la droite américaine. C'est une partie de son électorat, c'est une partie surtout de ses soutiens. »

Ce réveil de l'extrême-droite, dans ses diverses composantes, révèle d'une part, le « sentiment » de recul, de marginalisation démographique croissante de ces « suprématistes blancs » et y compris, pourrait-on dire, de la culture anglo-saxonne initiale et, d'autre part, la réaction rageuse de ces « suprématistes » dont l'expression a été libérée par la campagne et la victoire de Trump. D'autre part, Trump dans sa déclaration a insisté sur la nécessité de « l'ordre et de la loi, ce que n'avaient pas su faire Bush et Obama ». La position de Trump, étant donné la présence ouverte de néonazis et de croix gammées, a été critiquée par sa fille Ivanka dont les liens avec l'establishment sioniste sont directs et médiés par son mari Jared Kushner. Elle a déclaré : « Il n'y a pas de place dans la société pour le racisme, la suprématie blanche et les néonazis. Nous devons tous nous réunir comme des Américains, et être un pays UNI ». L'unité derrière le clan Trump, dans le cadre de la loi et de l'ordre reste à... l'ordre du jour. (Réd. A l'Encontre)